

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 12/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS**

18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN  
92707 COLOMBES

Références : AN Seveso 100m  
Code AIOT : 0007402282  
N° de dossier : 31773

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS implanté 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 COLOMBES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'incendie de l'usine Lubrizol et des entrepôts de Normandie Logistique à Rouen a eu lieu le 26 septembre 2019 dans une usine de produits chimiques de la société Lubrizol classée Seveso seuil haut. L'origine du feu, inconnue à ce jour, a touché d'abord une partie des entrepôts de Normandie Logistique puis une zone de stockage de Lubrizol.

L'inspection en date du 07/11/2022 de l'établissement Safran Transmission Systems, fait partie d'une action nationale de l'inspection visant à renforcer le contrôle des installations bordant les sites Seveso afin de vérifier l'absence d'effets dominos. Le plan d'actions ministériel indique que l'inspection des installations classées devra :

- recenser toutes les ICPE implantées à moins de 100 mètres des sites Seveso et,
- identifier d'éventuelles installations sensibles implantées à proximité des limites de sites pour lancer une investigation plus poussée des risques d'effets dominos.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS
- 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 COLOMBES

- Code AIOT : 0007402282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui
- Prioritaire : Oui (Air)

La société Safran Transmission Systems travaille sur des pièces de moteurs d'avions et d'hélicoptères dédiés à la transmission de puissance (carters, pignons...) et fait de l'usinage de pièces et du traitement de surface par différents procédés chimiques et thermiques. Le site est situé à moins de 100 m de la société Safran Aircraft Engines, classé Seveso Seuil bas.

Les prescriptions techniques applicables au site sont définies par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 complété par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 définissant les garanties financières.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- périmètre de 100 mètres autour d'une installation Seveso,
- risque incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Dispositions générales de prévention des accidents	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.3.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Dispositions d'organisation et d'exploitation	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.8.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.1.2.	/	Sans objet
2	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.1.3.	/	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.1.5.	/	Sans objet
4	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.2.1.	/	Sans objet
6	Dispositions d'organisation et d'exploitation	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.1.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Dispositions d'organisation et d'exploitation	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.4.	/	Sans objet
8	Dispositions d'organisation et d'exploitation	AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.5.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités d'appel des sapeurs pompiers devront être affichées en évidence et d'une façon lisible dans le poste de garde.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p><b>Constats :</b> Dans le cadre de son plan d'urgence, l'exploitant dispose d'un plan général du site (6-16/version 5) qui identifie clairement les zones à risques.  Les produits chimiques sont stockés dans des magasins identifiés sur le plan. Ils sont situés dans les bâtiments de production K1-K2 et H. Notamment sont indiqués le magasin produits chimiques situé dans le bâtiment K1-K2, le magasin acides bases entamés le long du bâtiment H, les armoires de déchets inflammables, d'huile entière et solvants chlorés, white spirit et solvants pétroliers près du parking P6.  Dans le bâtiment H, l'inspection a constaté que l'atelier "bains cyanurés" est isolé du reste du bâtiment par une porte sur laquelle des informations indiquent de manière lisible la nature exacte du risque et les consignes à observer : "accès interdit", "danger cyanure" et "port du détecteur HCN obligatoire".  Néanmoins, l'exploitant a prévu de revoir l'affichage des zones à risque et de mettre en place un accès contrôlé en 2023 .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux, indiquant notamment la nature, les phrases de risques codifiées par la réglementation, l'état physique et la quantité des produits dangereux détenus, décrit précédemment à l'article seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux, indiquant notamment la nature et la quantité des produits dangereux détenus dans le magasin produits chimiques. Ce registre est tenu par le service "magasin produits chimiques" et est accompagné d'un plan de stockage des produits dans le magasin. Le registre des produits des autres magasins du traitement de surface (cyanures et acides bases) est tenu à jour par le secteur "traitement de surface" du bâtiment H. Un plan du magasin cyanure est présenté à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Prévention des risques technologiques

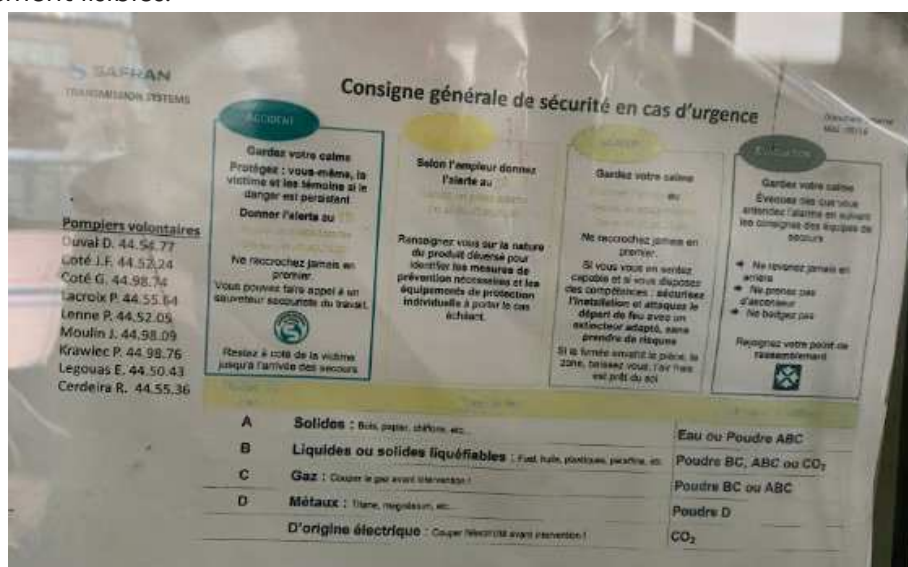
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.1.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'accès est contrôlé au niveau d'un poste de garde assurant un contrôle continu. Un gardiennage est assuré en permanence. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'un gardiennage est assuré en permanence. Le site dispose de deux gardiens en journée et d'un gardien la nuit. A compter du 1er janvier 2023, l'exploitant indique que deux gardiens seront présents sur le site la nuit. Des rondes sont réalisées de jour comme de nuit par les gardiens. Compte tenu de la proximité du site avec le site Safran Aircraft Engines, reliés par une passerelle, le gardien de SAE vient remplacer le gardien de STS au poste de garde la nuit afin que ce dernier puisse réaliser ses rondes. Une équipe de pompiers commune aux deux sites est présente dans la caserne du bâtiment E de SAE. Les pompiers sont joignables par un numéro interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'établissement est isolé des bâtiments occupés ou habités par des tiers situés à moins de 8 mètres, par des parois REI 120. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les bâtiments occupés ou habités par des tiers sont situés à plus de 8 mètres. L'inspection a constaté qu'il n'y avait pas de bâtiment occupés par des tiers à moins de 8 mètres autour du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Dispositions générales de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appel d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement disposera d'une ligne de téléphone urbain fixe. Les modalités d'appel des sapeurs-pompiers devront être affichées en évidence et d'une façon inaltérable.
<b>Constats :</b> L'établissement dispose d'une ligne interne qui permet de joindre les pompiers (équipe de première intervention interne) en cas d'urgence. L'inspection constate que les consignes générales de sécurité en cas d'urgence sont affichées sur une page A4 derrière la porte d'entrée du poste de garde. Les couleurs vives utilisées à l'origine sont passées et l'inspection constate que les informations ne sont pas clairement lisibles.



L'exploitant devra imprimer un nouveau document plus lisible et l'afficher en évidence dans le poste de garde.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Dispositions d'organisation et d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. [...] Des rondes de sécurité incendie sont effectuées hors heures ouvrées dans l'ensemble des locaux du site.
<b>Constats :</b> Des rondes sont réalisés par les gardiens en journée (3 rondes à 10h, 15h et 18h) mais également de nuit (2 rondes 5h et 21h) afin d'identifier une éventuelle intrusion. Elles sont enregistrées par une main courante grâce à un logiciel. Les pompiers internes font des rondes afin d'identifier les éventuels départs de feu ou fuite de gaz. Trois rondes sont réalisées de nuit (21h30, 1h30, 5h30), auxquelles s'ajoutent deux rondes en journée le week-end (10h et 16h30). Ces rondes sont également enregistrées dans le logiciel de la main courante. Le Plan d'Urgence Interne prévoit des astreintes et identifie les personnes faisant partie de l'astreinte. Ces personnes ont une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Deux types d'astreintes sont organisées : - l'astreinte d'intervention en cas de risque pour l'environnement, la santé ou la sécurité, contactée par les pompiers, - l'astreinte DOI : le Directeur Opérationnel Interne appelé par l'astreinte d'intervention si la situation se dégrade et que le POI doit être déclenché. Un répertoire téléphonique liste les numéros de l'astreinte DOI et de l'astreinte d'intervention avec la fonction de chaque contact. Un planning d'astreinte par semaine est programmé à l'année avec le nom de l'astreinte DOI (1 personne) et le nom de l'astreinte d'intervention (1 personne).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Dispositions d'organisation et d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection le registre où sont enregistrés les vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place. Des visites semestrielles de contrôle sont réalisées. L'exploitant transmet à l'inspection les derniers rapports de vérification : <ul style="list-style-type: none"><li>- des extincteurs, en date du 28/12/2021, réalisé par la société Desautel Protection Incendie,</li><li>- des poteaux et bouches d'incendie, en date du 28/12/2021, réalisé par la société Desautel Protection Incendie,</li><li>- des RIA, en date du 28/12/2021, réalisé par la société Desautel Protection Incendie</li><li>- d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur, en date du 25/05/2022 réalisé par la société ENGIE AXIMA SECURITE INCENDIE..</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Dispositions d'organisation et d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. [...] L'exploitant doit s'assurer de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'une inspection générale planifiée est réalisée chaque mois auprès des équipes de chaque secteur du site avec des questions aléatoires pour s'assurer de la maîtrise des moyens d'intervention, d'évacuation et d'appel des secours extérieurs par le personnel. En moyenne 120 personnes par zone sont interrogées chaque année (effectif total du site environ 1070 personnes et 40 zones). En parallèle un exercice d'évacuation de chaque bâtiment est mené une fois par an. Il permet au personnel de mémoriser les points de rassemblement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : Dispositions d'organisation et d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2018, article 8.5.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des conditions particulières de coopération entre les sites voisins de Safran Aircraft Engines Gennevilliers et Safran Transmission Systems Colombes en cas d'accident sont mises en place : [...] - un exercice commun de situation d'urgence est organisé régulièrement [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site Safran Transmission Systems a mis en place un plan d'urgence interne qui fait l'objet d'exercices pratiques une à quatre fois par an. Le dernier exercice de situation d'urgence commun avec Safran Aircraft Engines Gennevilliers a été organisé en 2019, semaine 13. L'exploitant indique également organiser plusieurs exercices d'entraînement internes chaque année. Le prochain exercice est prévu le 23 novembre 2022. L'exploitant devra transmettre le compte-rendu du dernier exercice commun avec Safran Aircraft Engines, ainsi que le compte-rendu de l'exercice interne du 23 novembre 2022 et définir une fréquence des exercices dans son plan d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois